RCS : LILLE METROPOLE
Code greffe : 5910

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 02707
Numéro SIREN : 852 652 809
Nom ou dénomination : MANCOOPT

Ce dépôt a été enregistré le 11/12/2020 sous le numéro de dépôt 21129

Mancoopt
Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros
Siège social : 992 bis, avenue de la République, 59700 Marcq-en-Barœul
852 652 809 RCS Lille Métropole
(la « **Société** »)

ACTE CONSTATANT LES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 22 SEPTEMBRE 2020

Le soussigné, Monsieur Olivier Desurmont, demeurant 1495, rue de Lille, 59262 Sainghin-en-Mélantois, propriétaire de la totalité des 1.000 actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale chacune, toutes intégralement souscrites et libérées et représentant la totalité du capital et des droits de vote de la Société (ci-après, l'« **Associé Unique** »),

ayant constaté que les documents ci-après désignés ont été tenus à sa disposition préalablement aux présentes dans les conditions prévues par les dispositions légales et statutaires applicables :

1. le projet du texte des décisions soumises au vote de l'Associé Unique ;
2. le rapport du Président ;
3. le bulletin de conversion ;
4. les décisions du Président en date du 29 juin 2020 d'arrêté de compte des créances, certifiés exactes par la société BCRH & Associés, nommée en qualité de commissaire aux comptes *ad hoc* conformément à l'article L.225-146 du Code de commerce aux termes des décisions de l'Associé Unique en date du 28 janvier 2020, aux termes desquelles (i) Madame Isabelle Prémont, (ii) Monsieur Charles Pommarède, (iii) Madame Pascale Brochu et (iv) Madame Sophia Hoareau détiennent des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société à la suite de la conclusion des contrats de cession de créances avec la Société en date du 20 mars 2020 ;
5. les statuts actuels de la Société ; et
6. les projets de nouveaux statuts de la Société figurant en Annexe du présent acte.

A PRIS LES DECISIONS PORTANT SUR L'ORDRE DU JOUR SUIVANT :

- création d'une nouvelle catégorie d'actions de préférence dites « *Actions P* » ; détermination des droits particuliers attachés aux actions de préférence dites « *Actions P* » ;
- conversion de l'intégralité des 1.000 actions ordinaires de la Société en actions de préférence dites « *Actions P* » ;
- modifications corrélatives de l'article 6 (*Apports*) et de l'article 7 (*Capital social*) des statuts de la Société ;
- refonte intégrale des statuts de la Société ;
- augmentation du capital de la Société en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription d'un montant total d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) euros sous réserve de l'adoption de la décision qui suit relative à la suppression du droit préférentiel de souscription de l'associé unique de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées, par émission, au pair, d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires nouvelles de la Société d'un (1) euro de valeur nominale chacune ;
- suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées ;

- constatation de la remise des bulletins de souscription à l'augmentation de capital et constatation corrélative de la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société en numéraire d'un montant total en nominal d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) euros, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées, par émission, au pair, d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires nouvelles de la Société d'un (1) euro de valeur nominale chacune ;
- modifications corrélatives de l'article 6 (*Apports*) et de l'article 7 (*Capital social*) des statuts de la Société ; et
- pouvoirs en vue des formalités.

PREMIERE DECISION

Création d'une nouvelle catégorie d'actions de préférence dites « Actions P » ; détermination des droits particuliers attachés aux actions de préférence dites « Actions P »

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance (i) du rapport du Président et (ii) des projets de nouveaux statuts de la Société,

décide, conformément aux dispositions de l'article L.228-11 du Code de commerce, de créer une nouvelle catégorie d'actions de préférence dites « *Actions P* » qui bénéficieront, en plus des droits reconnus aux actions ordinaires, des droits particuliers décrits aux articles 10 et 11 du projet de nouveaux statuts de la Société figurant en Annexe du présent acte (ci-après, les « **Actions P** »),

approuve les droits particuliers attachés aux Actions P consistant notamment en :

(i) une représentation par l'ensemble des Actions P de la majorité simple des droits de vote (50% des droits de vote plus une voix) dans certaines décisions collectives des associés de la Société ;

(ii) un droit d'initier des décisions collectives ; et,

(iii) un droit de préemption de premier rang,

précise que les droits particuliers attachés aux Actions P sont attachés aux actions et non à leurs titulaires et bénéficieront donc aux titulaires successifs d'Actions P,

précise que les Actions P porteront jouissance à compter de leur émission.

DEUXIEME DECISION

Conversion de l'intégralité des 1.000 actions ordinaires de la Société en actions de préférence dites « Actions P »

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, pris acte de sa demande de conversion de l'intégralité des 1.000 actions ordinaires composant le capital de la Société et complété le bulletin de conversion des actions ordinaires de la Société en Actions P valant bulletin de souscription aux Actions P,

décide de convertir l'intégralité des 1.000 actions ordinaires composant le capital de la Société en Actions P,

décide que la conversion des 1.000 actions ordinaires de la Société en Actions P sera réalisée à raison d'une (1) action ordinaire de la Société pour une (1) Action P,

constate que le capital social est désormais composé de 1.000 Actions P.

TROISIEME DECISION

Modifications corrélatives de l'article 6 (Apports) et de l'article 7 (Capital social) des statuts de la Société

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et des projets de nouveaux statuts de la Société, et en conséquence de la décision qui précède,

décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 6 (*Apports*) et l'article 7 (*Capital social*) des statuts de la Société :

- il est ajouté à la suite des stipulations de l'article 6 (*Apports*) des statuts de la Société les paragraphes suivants :

  « ***Article 6 Apports***

  [...]

  6.2. Aux termes des décisions de l'Associé unique de la Société en date du 22 septembre 2020, il a été décidé de convertir mille (1.000) actions ordinaires en mille (1.000) actions de préférence, dites « Actions P ». »

  Les autres stipulations de l'article 6 (*Apports*) des statuts de la Société demeurent inchangées.

- les stipulations de l'article 7 (*Capital social*) des statuts de la Société sont remplacées par les stipulations suivantes :

  « ***Article 7 Capital social***

  7.1. Le capital social est fixé à la somme de mille (1.000) euros.

  *7.2. Il est divisé en mille (1.000) actions de préférence (ci-après, les « **Actions P** ») d'un (1) euro de valeur nominale chacune, intégralement souscrites et libérées.* »

QUATRIEME DECISION

Refonte intégrale des statuts de la Société

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et des projets de nouveaux statuts de la Société,

décide, eu égard notamment à la création d'une nouvelle catégorie d'actions de préférence dites « *Actions P* » et des décisions qui précèdent, de procéder à la refonte intégrale des statuts de la Société,

adopte, en conséquence, article par article, puis dans son ensemble, les nouveaux statuts de la Société, lesquels entreront en vigueur à l'issue de la présente décision et dont une copie figure en Annexe au présent acte.

CINQUIEME DECISION

Augmentation du capital de la Société en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription d'un montant total d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) euros sous réserve de l'adoption de la décision qui suit relative à la suppression du droit préférentiel de souscription de l'associé unique de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées, par émission, au pair, d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires nouvelles de la Société d'un (1) euro de valeur nominale chacune

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président,

constate, conformément à l'article L.225-131 du Code de commerce, que le capital social de la Société est entièrement libéré,

décide, sous réserve de l'adoption de la décision ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription de l'Associé Unique au profit de personnes dénommées, d'augmenter le capital social d'un montant total en nominal d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) euros, et de le porter ainsi de 1.000 euros à un million cent quatre-vingt-onze mille (1.191.000) euros, par l'émission d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires nouvelles de la Société d'un (1) euro de valeur nominale chacune, émises au pair,

décide que les un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires nouvelles de la Société sont à libérer intégralement en numéraire, à la souscription, de la totalité de leur valeur nominale, par voie de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société,

décide que les actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires et seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital,

décide que les souscriptions seront reçues par voie de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société,

décide que la libération du prix de souscription s'effectuera par compensation avec toute créance certaine, liquide et exigible détenue à l'encontre de la Société,

décide que les souscriptions seront reçues au siège social et s'exerceront par la signature, en deux (2) exemplaires originaux, d'un bulletin de souscription,

décide que l'augmentation de capital sera définitivement réalisée lors, et du seul fait, de l'établissement du certificat du commissaire aux comptes *ad hoc* prévu en cas de libération par compensation de créances certaines, liquides et exigibles sur la Société au titre des dispositions de l'article L.225-146 du Code de commerce,

décide que les actions seront inscrites en compte le jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital et négociables à compter du même jour dans les conditions prévues par les statuts de la Société.

SIXIEME DECISION

Suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et en considération de l'adoption de la décision précédente,

décide, conformément aux dispositions des articles L.225-135 et L.225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription de l'Associé Unique à l'émission des un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires nouvelles de la Société et de réserver la souscription aux un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions nouvelles aux personnes ci-après désignées et dans les proportions suivantes :

	Bénéficiaires	**Nombre d'actions ordinaires nouvelles de la Société à souscrire**
1.	**Madame Isabelle Prémont** demeurant 3001 Heverlee, Middelweg 66 (Belgique)	quatre cent cinquante mille (450.000)
2.	**Monsieur Charles Pommarède** demeurant résidence les Terrasses de l'Océan (B13) Route d'Azemmour – Casablanca, Maroc	quatre cent mille (400.000)
3.	**Madame Pascale Brochu** demeurant 6318, rue de Normanville, Montréal, province de Québec, H2S 2B6, Canada	cent soixante-dix mille (170.000)
4.	**Madame Sophia Hoareau** demeurant 11 895, 38ème avenue, Montréal, province de Québec, H1E 5S8, Canada	cent soixante-dix mille (170.000)
	Total	un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000)

SEPTIEME DECISION

Constatation de la remise des bulletins de souscription à l'augmentation de capital et constatation corrélative de la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société en numéraire d'un montant total en nominal d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) euros, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées, par émission, au pair, d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires nouvelles de la Société d'un (1) euro de valeur nominale chacune

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance (i) du bulletin de souscription à quatre cent cinquante mille (450.000) actions ordinaires de la Société émises au pair, dûment complété et signé par Madame Isabelle Prémont en date du 22 septembre 2020, (ii) du bulletin de souscription à quatre cent mille (400.000) actions ordinaires de la Société émises au pair, dûment complété et signé par Monsieur Charles Pommarède en date du 22 septembre 2020, (iii) du bulletin de souscription à cent soixante-dix mille (170.000) actions ordinaires de la Société émises au pair, dûment complété et signé par Madame Pascale Brochu en date du 22 septembre 2020 et (iv) du bulletin de souscription à cent soixante-dix mille (170.000) actions ordinaires de la Société émises au pair, dûment complété et signé par Madame Sophia Hoareau en date du 22 septembre 2020, soit un total d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires émises au titre de l'augmentation de capital de la Société en numéraire objet des décisions qui précèdent ainsi que du certificat du commissaire aux comptes *ad hoc* prévu en cas de libération par compensation de créances certaines, liquides et exigibles sur la Société au titre des dispositions de l'article L.225-146 du Code de commerce attestant que des créances certaines, liquides et exigibles d'un montant total d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) euros détenues par (i) Madame Isabelle Prémont, (ii) Monsieur Charles Pommarède, (iii) Madame Pascale Brochu et (iv) Madame Sophia Hoareau sur la Société ont été compensées,

constate que :

- les personnes visées à la sixième décision ci-dessus ont souscrit en totalité les un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires nouvelles de la Société d'un (1) euro de valeur nominale chacune, émises au pair, et représentant la totalité du montant nominal de l'augmentation de capital d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) euros susvisée ;

- les personnes visées à la sixième décision ci-dessus ont libéré les un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires nouvelles de la Société en totalité de leur montant nominal par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société conformément aux dispositions de l'article L.225-146 du Code de commerce ainsi que l'atteste le certificat du commissaire aux comptes *ad hoc* ;

- que les un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires nouvelles de la Société sont donc entièrement souscrites et libérées par les personnes visées à la sixième décision qui précède dans les proportions de leur souscription respective, telle qu'indiquée à la sixième décision qui précède.

En conséquence, l'Associé Unique **constate**, au vu du certificat du commissaire aux comptes *ad hoc*, la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société en numéraire d'un montant total en nominal d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) euros, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées, par émission, au pair, d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires nouvelles de la Société d'un (1) euro de valeur nominale chacune.

HUITIEME DECISION

Modifications corrélatives de l'article 6 (Apports) et de l'article 7 (Capital social) des statuts de la Société

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et des projets de nouveaux statuts de la Société,

décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 6 (*Apports*) et l'article 7 (*Capital social*) des statuts de la Société :

- il est ajouté à la suite des stipulations de l'article 6 (*Apports*) des statuts de la Société les paragraphes suivants :

  « ***Article 6 Apports***

  [...]

  6.3. Aux termes des décisions de l'Associé unique de la Société en date du 22 septembre *2020, le capital social a été augmenté en numéraire d'un montant total d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) euros, pour être porté de mille (1.000) euros à un million cent quatre-vingt-onze mille (1.191.000) euros, par émission d'un nombre total d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires de la Société d'un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées par compensation de créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées.* »

  Les autres stipulations de l'article 6 (*Apports*) des statuts de la Société demeurent inchangées.

- les stipulations de l'article 7 (*Capital social*) des statuts de la Société sont remplacées par les stipulations suivantes :

  « ***Article 7 Capital social***

  7.1. Le capital social est fixé à la somme d'un million cent quatre-vingt-onze mille (1.191.000) euros.

  7.2. Il est divisé en un million cent quatre-vingt-onze mille (1.191.000) actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune, intégralement souscrites et libérées, et réparties comme suit :

  - *un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires (ci-après, les « **Actions O** ») ;*
  - *mille (1.000) actions de préférence (ci-après, les « **Actions P** »).* »

NEUVIEME DECISION

Pouvoirs en vue des formalités

L'Associé Unique **confère** tous pouvoirs et autorisations nécessaires au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie certifiée conforme du présent acte en vue de l'accomplissement de toutes formalités de publicité, de dépôt et autre qu'il appartiendra.

* * *

Le présent acte sera reporté sur le registre paraphé et coté des décisions collectives de la Société.

Fait à Marcq-en-Barœul,
Le 22 septembre 2020,
En quatre (4) exemplaires originaux.

Monsieur Olivier Desurmont,
Associé Unique

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
LILLE
Le 20/10 2020 Dossier 2020 00029297, référence 5914P61 2020 A 09052
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
Le Contrôleur des finances publiques

Annexe : Nouveaux statuts de la Société

MANCOOPT
Société par actions simplifiée au capital de 1.191.000 euros
Siège social : 992 bis, avenue de la République, 59700 Marcq-en-Barœul
852 652 809 RCS Lille Métropole

STATUTS

Mis à jour par suite des décisions de l'associé unique en date du 22 septembre 2020



Certifiés conformes
Monsieur Olivier Desurmont,
Président

La soussignée :

- **Cooptalis**, société par actions simplifiée au capital de 52.216 euros, dont le siège social est situé 992 bis avenue de la République, 59700 Marcq-en-Baroeul, et dont le numéro unique d'identification est le 753 670 306 RCS Lille-Métropole, représentée par son Président, Monsieur Olivier Desurmont, dûment habilité à cet effet,

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée qu'elle a décidé de constituer (ci-après, la « **Société** »).

TABLE DES MATIERES

PAGE

ARTICLE 1 FORME ____ 4
ARTICLE 2 DENOMINATION ____ 4
ARTICLE 3 OBJET SOCIAL ____ 4
ARTICLE 4 SIEGE SOCIAL ____ 5
ARTICLE 5 DUREE ____ 5
ARTICLE 6 APPORTS ____ 5
ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL ____ 5
ARTICLE 8 MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL ____ 6
ARTICLE 9 FORME DES VALEURS MOBILIERES ____ 6
ARTICLE 10 DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS ____ 6
ARTICLE 11 TRANSMISSION DES VALEURS MOBILIERES ____ 8
ARTICLE 12 PRESIDENT DE LA SOCIETE ____ 13
ARTICLE 13 DIRECTEURS GENERAUX DE LA SOCIETE ____ 14
ARTICLE 14 CONVENTIONS REGLEMENTEES ____ 14
ARTICLE 15 COMMISSAIRES AUX COMPTES ____ 15
ARTICLE 16 REPRESENTATION SOCIALE ____ 15
ARTICLE 17 DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES ____ 15
ARTICLE 18 FORME DES DECISIONS COLLECTIVES - MAJORITE - QUORUM ____ 16
ARTICLE 19 FORMES ET DELAIS DE CONVOCATION ____ 17
ARTICLE 20 DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES ____ 18
ARTICLE 21 PARTICIPATION AUX DECISIONS COLLECTIVES – VOTE ____ 18
ARTICLE 22 PROCES-VERBAUX ____ 19
ARTICLE 23 REGISTRE DES DECISIONS COLLECTIVES ____ 20
ARTICLE 24 EXERCICE SOCIAL ____ 20
ARTICLE 25 ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS ____ 20
ARTICLE 26 AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS ____ 20
ARTICLE 27 DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE ____ 21
ARTICLE 28 CONTESTATIONS ____ 21

Les termes dont la première lettre est une majuscule auront la signification qui leur est donnée en Annexe (Définitions).

TITRE I

FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE SOCIAL – DUREE

Article 1 Forme

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Associés. En cas d'Associé unique, les prérogatives revenant aux Associés aux termes des présents statuts sont exercées par l'Associé unique.

Article 2 Dénomination

La dénomination de la Société est « **MANCOOPT** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination devra toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots : « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 Objet social

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

(a) la prise de participations, par acquisition, souscription ou apport, au capital social de la société Cooptalis (753 670 306 RCS Lille Métropole) et des entités que Cooptalis Contrôle ou qui Contrôlent Cooptalis (ci-après, ensemble avec Cooptalis, le « **Groupe** ») ;

(b) le transfert (sous quelque forme que ce soit, notamment par voie de cession, d'apport ou de transfert universel du patrimoine) des droits sociaux détenus dans les entités du Groupe ;

(c) la conclusion de tout acte statutaire ou extrastatutaire relatif aux participations dans des entités du Groupe (en ce compris le Pacte Simplifié Cooptalis) et de tous accords annexes s'y rapportant ainsi que la réalisation de toute opération ayant pour objet de respecter leurs stipulations ;

(d) la gestion des éventuels produits de cession desdites participations, notamment en vue de leur réinvestissement dans le Groupe et/ou de leur distribution aux Associés (par voie de rachat d'Actions de la Société ou de distribution de dividendes) ;

(e) le tout directement ou indirectement, par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apport, de commandite, de prise de participations, de souscription, d'achat ou d'échange de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou location-gérance de tous biens et autres droits ;

60

(f) et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

Article 4 Siège social

Le siège social est fixé 992 bis, avenue de la République, 59700 Marcq-en-Barœul.

Il peut être transféré en tout autre endroit en France par décision du Président, lequel est habilité en ce cas à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

TITRE II

CAPITAL – ACTIONS – VALEURS MOBILIERES

Article 6 Apports

6.1. La société Cooptalis a fait apport à la Société, lors de sa constitution, d'une somme de mille (1.000) euros correspondant à l'intégralité de la valeur nominale des mille (1.000) actions composant le capital social, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, lesdites actions étant intégralement souscrites et libérées lors de la constitution de la Société par l'associé apporteur signataire des statuts, en conformité avec les dispositions de l'article L.225-3 du Code de commerce, ainsi qu'il résulte du certificat établi préalablement à la signature des statuts par la banque CIC Lille Centre Sud Entreprises, dépositaire des fonds, en date du 8 juillet 2019.

6.2. Aux termes des décisions de l'Associé unique de la Société en date du 22 septembre 2020, il a été décidé de convertir mille (1.000) actions ordinaires en mille (1.000) actions de préférence, dites « Actions P ».

6.3. Aux termes des décisions de l'Associé unique de la Société en date du 22 septembre 2020, le capital social a été augmenté en numéraire d'un montant total d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) euros, pour être porté de mille (1.000) euros à un million cent quatre-vingt-onze mille (1.191.000) euros, par émission d'un nombre total d'un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires de la Société d'un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées par compensation de créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées.

Article 7 Capital social

7.1. Le capital social est fixé à la somme d'un million cent quatre-vingt-onze mille (1.191.000) euros.

7.2. Il est divisé en un million cent quatre-vingt-onze mille (1.191.000) actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune, intégralement souscrites et libérées, et réparties comme suit :

- un million cent quatre-vingt-dix mille (1.190.000) actions ordinaires (ci-après, les « **Actions O** ») ;

- mille (1.000) actions de préférence (ci-après, les « **Actions P** »).

Article 8 Modification du capital social

8.1. Le capital peut être augmenté dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, en vertu d'une décision de l'Associé unique ou de la collectivité des Associés.

8.2. Les Associés ont, proportionnellement au nombre de leurs Actions, un droit préférentiel à la souscription des valeurs mobilières émises par la Société. Ce droit est régi par les dispositions légales. Ce droit peut être supprimé dans les conditions prévues par la loi. Les Associés peuvent y renoncer à titre individuel ou le céder, toute renonciation au profit d'une personne dénommée ou toute cession étant soumise aux conditions prévues par les statuts pour une Cession de Titres.

8.3. Le capital peut également être réduit, pour quelque cause que ce soit et de quelque manière que ce soit, en vertu d'une décision de l'Associé unique ou de la collectivité des Associés.

Article 9 Forme des valeurs mobilières

9.1. Les valeurs mobilières émises par la Société sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

9.2. Les attestations d'inscription sont valablement signées par le Président ou par toute autre personne ayant reçu délégation à cet effet.

Article 10 Droits et obligations attachés aux Actions

10.1. Droits et obligations communs aux Actions O et aux Actions P

Chaque Action donne droit dans les bénéfices à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les Associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une Action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement intervenues.

Sous réserve des droits particuliers attachés aux Actions P, chaque Action donne droit à un droit de vote. Le droit de vote à toutes les assemblées appartient à l'usufruitier. Toutefois, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées auxquelles il doit être convoqué. Le locataire d'Actions est considéré comme l'usufruitier au regard du droit de vote dans les assemblées.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'Actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'Actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des Actions nécessaires.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, ou d'émission de valeurs mobilières donnant droit à des Actions par conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière, les Actions nouvelles obtenues du fait de la détention d'Actions anciennes d'une catégorie particulière ou par l'exercice de droits ou bons de souscription attachés aux Actions d'une catégorie particulière, seront des Actions de cette catégorie particulière avec tous les droits qui y sont attachés, sauf décision contraire des porteurs d'Actions de cette catégorie particulière.

10.2. Droits et obligations spécifiques aux Actions P – Assemblée Spéciale

10.2.1. *Droits et obligations spécifiques aux Actions P*

Les Actions P bénéficient des droits particuliers suivants :

(a) l'ensemble des Actions P représentent la majorité simple des droits de vote (50% des droits de vote plus une voix) dans les décisions collectives suivantes des Associés de la Société :

(i) la nomination et la révocation du Président ;

(ii) la nomination et la révocation des Directeurs Généraux ;

(iii) la nomination des commissaires aux comptes ;

(iv) la vente des droits sociaux émis par Cooptalis ou toute autre entité du Groupe et détenus par la Société (hormis le cas où une telle vente résulte d'une obligation, et sans que cela soit limitatif, de l'Obligation de Sortie Conjointe) ;

(v) l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, ainsi que toutes émissions de valeurs mobilières, de droits ou de bons donnant droit immédiatement ou à terme à une fraction du capital ou des droits de vote de la Société ;

(vi) toute opération de fusion ou de scission de la Société ou d'apport partiel d'actifs de la Société ;

(vii) la transformation de la Société en une société d'une autre forme ;

(viii) toute autre modification des présents statuts ;

(ix) la dissolution de la Société, la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs ;

étant précisé qu'à l'exception des décisions collectives ci-dessus, les Actions P confèrent un droit de vote simple ;

(b) droit d'initier des décisions collectives.

Dans l'hypothèse où les Actions P seraient détenues par plusieurs Associés, les droits particuliers susvisés seront exercés à la Majorité des Titulaires d'Actions P.

10.2.2. *Assemblée Spéciale des titulaires d'Actions P – Protection des titulaires d'Actions P*

En cas de pluralité de titulaires d'Actions P, ces derniers seront constitués en assemblée spéciale soumise aux règles de *quorum* et majorité de l'article L. 225-99 du Code de commerce (ci-après, l'« **Assemblée Spéciale** »).

Les Assemblées Spéciales seront convoquées par le Président ou par un ou plusieurs Associés détenant des Actions P dans les conditions prévues à l'Article 19.3.

Le maintien des droits particuliers conférés aux titulaires d'Actions P est assuré, conformément à la loi et aux présents statuts pour toute modification juridique susceptible d'affecter ces droits, en particulier :

(a) conformément à l'article L. 225-99 alinéa 2 du Code de commerce, la décision de la collectivité des Associés de modifier les droits des titulaires d'Actions P ne sera définitive qu'après approbation par l'Assemblée Spéciale ;

(b) conformément à l'article L. 228-17 du Code de commerce, en cas de fusion ou de scission, les Actions P pourront être échangées contre des actions des sociétés bénéficiaires du transfert de patrimoine comportant des droits particuliers équivalents ou selon une parité d'échange spécifique tenant compte des droits particuliers abandonnés, et, en l'absence d'échange contre des actions conférant des droits particuliers équivalents, la fusion ou la scission sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Spéciale.

Article 11 Transmission des valeurs mobilières

11.1. Règles générales

Les Actions ne sont négociables qu'après immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés ; en cas d'augmentation de capital, les Actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci ; les Actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La cession des Actions s'opère conformément aux dispositions des articles L.228-1 et R.228-10 du Code de commerce par l'inscription de la transmission dans le registre des mouvements.

La tenue du registre des mouvements de titres de la Société et des comptes individuels sera assurée par le Président qui sera habilité à procéder aux écritures dans les comptes ouverts au nom des propriétaires d'Actions dans les registres de la Société en conformité avec les engagements contenus dans les statuts.

Toute notification ou communication visée à l'Article 11 devra être effectuée par remise en main propre ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les notifications remises en main propre seront considérées avoir été reçues à la date de leur remise contre décharge. Les notifications par lettre recommandée avec demande d'avis de réception seront considérées avoir été reçues à la date de première présentation de la lettre recommandée par les services postaux telle qu'indiquée sur l'avis de réception.

11.2. Restriction temporaire à la libre cessibilité des Actions

Sauf l'hypothèse d'une Cession Libre, les Associés autres que les titulaires d'Actions P ne peuvent Céder aucun des Titres qu'ils détiennent ou qu'ils seraient amenés à détenir jusqu'au 16 septembre 2028 (ci-après, la « **Période d'Incessibilité** »).

Pendant toute la Période d'Incessibilité, les Associés autres que les titulaires d'Actions P ne peuvent consentir, ni prendre l'engagement de consentir, de Sûreté sur tout ou partie des Titres ou qu'ils seraient amenés à détenir.

11.3. Cessions Libres

Les Cessions de Titres suivantes ne sont ni soumises à la Période d'Incessibilité ni au droit de préemption prévu à l'article 11.4 (ci-après, les « **Cessions Libres** ») :

(a) Cessions de Titres réalisées en exécution des Articles 11.5, 11.6 et 11.7 ;

(b) Cessions de Titres en exécution de toute Promesse ;

(c) Cessions de Titres aux titulaires d'Actions P ;

(d) Cessions de Titres autorisées par écrit par le Président et les titulaires d'Actions P (le cas échéant à la Majorité des Titulaires d'Actions P).

11.4. Droit de préemption

11.4.1. A l'expiration de la Période d'Incessibilité et sauf l'hypothèse d'une Cession Libre, préalablement à la Cession de tout ou partie de ses Titres (ci-après, les « **Titres Cédés** ») au bénéfice d'un Associé ou d'un tiers (ci-après, un « **Candidat Acquéreur** »), chaque titulaire d'Actions O souhaitant Céder des Titres (ci-après, un « **Cédant** ») devra notifier un avis de Cession (ci-après, l'« **Avis de Cession** ») aux autres Associés (ci-après, les « **Autres Parties** », en ce compris le Candidat Acquéreur s'il est Associé) et au Président de la Société comportant :

(a) une identification complète du Candidat Acquéreur envisagé, ainsi que, s'il s'agit d'une personne morale, toutes les informations nécessaires pour déterminer l'identité complète de la ou des personnes qui en détiennent directement ou indirectement le Contrôle ultime et, s'il s'agit d'un fonds commun de placement (ou d'une autre forme de véhicule d'investissement tel qu'un *limited partnership*), de la personne chargée directement ou indirectement de sa gestion ;

(b) le nombre de Titres Cédés (le cas échéant par nature de Titres Cédés) dont la Cession est envisagée ;

(c) le prix offert par nature de Titres Cédés et les conditions de paiement auxquelles la Cession doit être effectuée ;

(d) les autres modalités de l'opération envisagée, telles que les déclarations et garanties à donner par le Cédant ; et

(f) la mention suivante : « Le soussigné atteste que l'offre d'achat qui lui est faite par le(s) Candidat Acquéreur(s) visé(s) au présent Avis de Cession émane d'une / (de) personne(s) solvable(s) et agissant de bonne foi et que le prix indiqué dans la présente notification représente la réalité du prix offert ».

L'Avis de Cession, pour être pris en compte, devra être reçu au moins soixante-quinze (75) jours avant la date prévue pour la Cession des Titres Cédés

11.4.2. Dans l'hypothèse d'une Cession de Titres dont la contrepartie n'est pas exclusivement du numéraire (tel qu'un transfert par suite de donation, échange, apport, fusion, renonciation à des droits préférentiels de souscription au profit de personnes dénommées) ou si la Cession en question est comprise dans un accord dont l'objet principal ne porte pas exclusivement sur une Cession de Titres (ci-après, un « **Transfert Complexe** »), le Cédant devra également fournir une évaluation de bonne foi de la valeur en numéraire des Titres Cédés (en prenant notamment en considération, sauf en cas de donation, la valeur des contreparties reçues) (ci-après, la « **Valeur Retenue** »).

11.4.3. Le droit de préemption s'exercera dans l'ordre de priorité suivant :

(a) droit de préemption de premier rang des titulaires d'Actions P qui pourront se substituer toute personne de leur choix (à la Majorité des Titulaires d'Actions P) dans le bénéfice de leur droit de préemption ;

(b) droit de préemption de second rang des titulaires d'Actions O.

11.4.4. Les Autres Parties disposeront d'un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la réception de la notification de l'Avis de Cession pour notifier au Cédant et au Président la Société qu'elles entendent exercer leur droit de préemption (ci-après, la « **Notification de Préemption** ».

11.4.5. Le droit de préemption s'exercera dans les conditions suivantes :

(a) le nombre total de Titres préemptés par les Autres Parties devra être au moins égal au nombre total des Titres Cédés ;

(b) en cas d'exercice du droit de préemption, le prix d'achat des Titres Cédés sera :

(i) en cas de vente des Titres Cédés pour un prix en numéraire exclusivement, le prix convenu entre le Cédant et le Candidat Acquéreur ; et

(ii) dans tous les cas d'un Transfert Complexe, sur la base de la Valeur Retenue, ou en cas de désaccord d'une Autre Partie qui disposerait effectivement du droit de se voir Céder des Titres Cédés en exercice de son droit de préemption (et qui aurait fait cette demande dans sa Notification de Préemption) (ci-après, l'« **Autre Partie Contestataire** »), la valeur de marché des Titres Cédés revenant à l'Autre Partie Contestataire sera déterminée par un expert indépendant désigné par le Président du Tribunal de commerce de Paris saisi à la demande de l'Autre Partie Contestataire dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi de sa Notification de Préemption, agissant en qualité de tiers expert au sens de l'article 1592 du Code civil ; les conclusions de l'expert indiquant son évaluation du prix unitaire des Titres Cédés devront être remises au Cédant et à l'Autre Partie Contestataire dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de sa saisine, sous réserve que l'ensemble des documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission lui ait été remis par le Cédant et l'Autre Partie Contestataire dans les soixante-douze (72) heures de sa saisine, tout retard augmentant d'autant le délai de trente (30) jours calendaires visé ci-avant ; les conclusions de l'expert revêtiront pour le Cédant et l'Autre Partie Contestataire l'autorité de la chose jugée, sauf en cas d'erreur manifeste ou de faute grave de l'expert ; les frais et honoraires de l'expert seront intégralement supportés par l'Autre Partie Contestataire si le prix fixé par l'expert est compris entre 95% et 105% de la Valeur Retenue et par le Cédant dans les autres cas ; il est précisé que le Cédant et que l'Autre Partie Contestataire ne bénéficieront pas d'un droit de repentir et que la fraction des Titres Cédés revenant à l'Autre Partie Contestataire sera Cédée au prix fixé par ledit expert ; il est précisé en tant que de besoin que seuls le Cédant et l'Autre Partie Contestataire seront liés par les conclusions de l'expert ;

(c) si les Notifications de Préemption réunies des Autres Parties bénéficiant du droit de préemption de premier rang et l'ayant exercé (ci-après, les « **Préempteurs de Premier Rang** ») concernent au total un nombre de Titres égal ou supérieur (le cas échéant par catégorie de Titres) à celui des Titres Cédés, les Titres Cédés seront Cédés aux Préempteurs de Premier Rang proportionnellement (i) au nombre d'Actions P que chaque Préempteur de Premier Rang détient au jour de la notification de l'Avis de Cession (ii) par rapport au nombre total d'Actions P détenu collectivement par les Préempteurs de Premier Rang au jour de la notification de l'Avis de Cession ; et dans la limite de leurs demandes, étant précisé que si des Titres Cédés demeurent non alloués, ils seront répartis entre les Préempteurs de Premier Rang dont les demandes n'ont pas été intégralement servies au prorata de leurs demandes respectives ; en cas de rompus, le ou les Titres restants seront attribués d'office au Préempteur de Premier Rang qui aura demandé le plus grand nombre de Titres Cédés ou, en cas d'égalité, au Préempteur de Premier Rang qui aura le premier notifié une Notification de Préemption ;

LP

(d) si les Notifications de Préemption réunies des Préempteurs de Premier Rang concernent un nombre de Titres inférieur (le cas échéant par catégorie de Titres) à celui des Titres Cédés, mais si les Autres Parties bénéficiant du droit de préemption de second rang ont exercé leur droit de préemption de second rang (ci-après, les « **Préempteurs de Second Rang** ») pour un nombre de Titres qui, ajouté à celui des Préempteurs de Premier Rang, correspond à un nombre de Titres supérieur ou égal à celui des Titres Cédés, les Titres Cédés seront Cédés aux Préempteurs de Premier Rang, conformément aux stipulations de l'Article 11.4.5 (c) ci-dessus, dans la limite de leurs demandes (qui seront servies intégralement), les Titres Cédés restants seront Cédées aux Préempteurs de Second Rang proportionnellement (i) au nombre d'Actions O que chaque Préempteur de Second Rang détient au jour de la notification de l'Avis de Cession (ii) par rapport au nombre total d'Actions O détenu collectivement par les Préempteurs de Second Rang au jour de la notification de l'Avis de Cession ; et dans la limite de leurs demandes, étant précisé que si des Titres Cédés demeurent non alloués, ils seront répartis entre les Préempteurs de Second Rang dont les demandes n'ont pas été intégralement servies au prorata de leurs demandes respectives ; en cas de rompus, le ou les Titres restants seront attribués d'office au Préempteur de Second Rang qui aura demandé le plus grand nombre de Titres Cédés ou, en cas d'égalité, au Préempteur de Second Rang qui aura la premier notifié une Notification de Préemption ;

(e) en l'absence de Notification de Préemption dans le délai visé à l'Article 11.4.4 ou si les Notifications de Préemption réunies des Autres Parties concernent un nombre de Titres inférieur au nombre de Titres Cédés (par catégorie de Titres), le Cédant pourra procéder à la Cession des Titres Cédés au profit du Candidat Acquéreur à condition de le faire dans le strict respect de l'Avis de Cession ; faute pour le Cédant de procéder ainsi, il devrait à nouveau se conformer aux dispositions du présent Article 11.4 ;

(f) dans le cas où le droit de préemption serait exercé pour un nombre de Titres au moins égal à la totalité des Titres Cédés, le Cédant devra procéder à la Cession des Titres Cédés au bénéfice des Autres Parties ayant valablement exercé leur droit de préemption dans le délai et dans les conditions figurant dans l'Avis de Cession, étant toutefois précisé que la Cession de la fraction des Titres Cédés revenant à l'Autre Partie Contestataire interviendra dans un délai maximum de dix (10) jours calendaires à compter de la remise du rapport de l'expert visé à l'Article 11.4.5 (b) (ii).

11.5. Droit de sortie conjointe totale

En sa qualité d'associé de Cooptalis et conformément au Pacte Simplifié Cooptalis, la Société bénéficie d'un droit de sortie conjointe totale lui conférant la possibilité, dans les conditions stipulées à l'article 1 du Pacte Simplifié Cooptalis, de céder l'intégralité et seulement l'intégralité des titres Cooptalis qu'elle détient ou sera amenée à détenir (ci-après, le « **Droit de Sortie Conjointe Totale** »).

À ce titre, le Président ou les titulaires d'Actions P (le cas échéant à la Majorité des Titulaires d'Actions P) soumettront à la décision collective des Associés, dans les meilleurs délais après que la Société ait été informée de la survenance d'un cas permettant à la Société d'exercer son Droit de Sortie Conjointe Totale, une résolution invitant les Associés à se prononcer sur l'opportunité pour la Société de se prévaloir :

(a) de son Droit de Sortie Conjointe Totale, et si les conditions d'application de cette faculté sont réunies ;

(b) de la faculté de substitution, selon les modalités et conditions prévues à l'article 6 du Pacte Simplifié Cooptalis et à l'Article 11.7, par laquelle la Société se substituera ses propres Associés aux fins d'exercer conjointement son Droit de Sortie Conjointe Totale ; en cas d'exercice de la faculté de substitution, les Associés Cèderont la totalité (et uniquement la totalité) des Titres qu'ils détiennent dans la Société conformément aux stipulations de l'article 6 du Pacte Simplifié Cooptalis et de l'Article 11.7.

11.6. Obligation de Sortie Conjointe

En sa qualité d'associé de Cooptalis et conformément au Pacte Simplifié Cooptalis, la Société peut être tenue, dans les conditions stipulées à l'article 2 du Pacte Simplifié Cooptalis, de céder l'intégralité des titres Cooptalis qu'elle détient ou sera amenée à détenir (ci-après, l'« **Obligation de Sortie Conjointe** »).

Dans ce cadre, le Président ou les titulaires d'Actions P (le cas échéant à la Majorité des Titulaires d'Actions P) pourront soumettre à la décision collective des Associés, dans les meilleurs délais après que la Société ait été informée de la survenance d'un cas la contraignant à exécuter son Obligation de Sortie Conjointe, une résolution invitant les Associés à se prononcer sur l'opportunité pour la Société de se prévaloir de la faculté de substitution, selon les modalités et conditions prévues à l'article 6 du Pacte Simplifié Cooptalis et à l'Article 11.7, par laquelle la Société se substituera ses propres Associés aux fins qu'ils Cèdent la totalité (et uniquement la totalité) des Titres qu'ils détiennent dans la Société conformément aux stipulations de l'article 2 du Pacte Simplifié Cooptalis et de l'Article 11.7.

11.7. Faculté de substitution

Si les Associés se prononcent en faveur du mécanisme de substitution visé aux Articles 11.5 ou 11.6, le Président adressera alors à chaque Associé une notification l'informant de l'adoption de cette résolution. Chaque Associé devra alors s'engager, dans un délai de cinq (5) jours à compter cette notification, à se conformer aux termes de la résolution.

A défaut, d'une telle confirmation ou à défaut d'exécution dudit engagement les Associés déclarent et acceptent que le Président puisse à sa discrétion :

(a) soit poursuivre l'exécution forcée en nature (qui pourra être ordonnée en référé) de la cession des Titres des Associés défaillants sans préjudice de tous dommages et intérêts, aux fins d'obtenir la parfaite et complète réalisation de la cession des Titres aux conditions prévues aux statuts et dans les Pacte Simplifié Cooptalis ; étant précisé que le cessionnaire pourra consigner à la Caisse des Dépôts et Consignations à Paris ou auprès de tout établissement bancaire ou financier acceptant la mission concernée ou, à défaut, auprès de la Société, le prix de cession (et/ou la fraction payable en numéraire) revenant au(x) Associés(s) défaillant(s) ; dans ce cas, la simple remise à la Société du récépissé de la consignation vaudrait ordre de mouvement et obligerait la Société, qui s'y engage, à passer les écritures qui en résulteraient dans le registre des mouvements de titres et les comptes individuels d'associés correspondants de la Société ;

(b) soit procéder au transfert par la Société de tout ou partie des valeurs mobilières détenues dans Cooptalis en lieu et place de la vente des Titres détenus par les Associés de la Société, la Société étant réputée avoir renoncé à sa faculté de substitution.

CD

11.8. Changement de Contrôle d'un Associé personne morale – Promesse

Les Associés ayant fait connaître l'importance que revêt pour eux le fait que le capital de la Société soit détenu par des Associés personnes physiques connus d'eux, chaque Associé personne morale (le « **Promettant** ») consent à titre irrévocable pour une durée expirant le 31 décembre 2035, au Président et à toute personne qu'il se substituerait en tout ou partie (le « **Bénéficiaire** »), sous réserve de la réalisation d'un Changement de Contrôle, la faculté d'acquérir, sur simple demande du Président et libres de toute Sûreté, tout ou partie des Titres qu'il détient (ou qu'il viendrait à détenir) dans les conditions stipulées au présent Article 11.8 (ci-après, la « **Promesse** »).

Chaque Promettant s'engage irrévocablement (a) à informer le Président de tout Changement Contrôle au plus tard dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa survenance et (b) à communiquer à première demande du Président tout document attestant de la répartition de son capital (en ce compris, ses statuts en vigueur, son registre des mouvements de titres et ses comptes d'associés).

Le Bénéficiaire pourra notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Promettant sa décision de lever la Promesse (ci-après, la « **Levée de la Promesse** »), étant précisé (a) que le prix d'un Titre sera égal au prix d'émission dudit Titre (prime d'émission ou d'apport comprise) et (b) que la Levée de la Promesse devra intervenir dans les six (6) mois suivant la date à laquelle le Président aura connaissance de la réalisation d'un Changement de Contrôle du Promettant.

Dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la Levée de la Promesse, le Promettant remettra au Bénéficiaire :

(a) un exemplaire original des ordres de mouvement relatifs à la vente des Titres pour lesquels la Promesse a été levée ; et

(b) trois imprimés fiscaux n°2759 relatifs à cession desdits Titres.

Dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la Levée de la Promesse, le Bénéficiaire remettra au Promettant un chèque (ou la preuve de l'exécution d'un virement) d'un montant égal au prix de cession de l'intégralité des Titres pour lesquels la Promesse a été levée.

Pour le cas où le Bénéficiaire aurait valablement levé la Promesse et où un Promettant serait resté défaillant dans l'exécution de ses obligations au titre de la Promesse, le Bénéficiaire pourra consigner à la Caisse des Dépôts et Consignations à Paris ou tout autre établissement financier, la quote-part du prix de vente revenant au Promettant défaillant. Dans ce cas, la simple remise à la Société des copies de la notification de Levée de la Promesse et du récépissé de la consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations ou tout autre établissement financier, vaudrait ordre de mouvement et obligerait la Société, à passer les écritures qui en résulteraient dans le registre des mouvements de titres et les comptes individuels d'actionnaires correspondants.

TITRE III

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 12 Président de la Société

12.1. La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, Associé ou non. Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

12.2. Le Président est désigné par décision collective des Associés. Elle fixe la durée de son mandat, qui peut toujours être renouvelé. Si aucune décision de renouvellement, de révocation ou de remplacement n'est prise à l'échéance de son mandat, le Président est réputé avoir été réélu pour la durée de son mandat venant à expiration.

12.3. Le Président dc la Société est révocable à tout moment et *ad nutum*, sans préavis ni indemnité, par décision collective des Associés. Ses fonctions prennent également fin par la démission, l'interdiction de gérer une société, le décès ou l'incapacité.

12.4. La rémunération éventuelle du Président est fixée par décision collective des Associés.

12.5. La Société est représentée à l'égard des tiers par le Président. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs que la loi et les présents statuts attribuent expressément aux Associés.

12.6. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Les dispositions des statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

Article 13 Directeurs Généraux de la Société

13.1. Un ou plusieurs Directeurs Généraux, personne physique ou morale, Associé ou non, peuvent être désignés pour assister le Président dans sa mission. Lorsqu'un Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

13.2. Les dispositions des Articles 12.2, 12.3 et 12.4 relatives à la nomination, à la révocation et à la rémunération du Président s'appliquent *mutatis mutandis* aux Directeurs Généraux.

13.3. Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président.

TITRE IV

CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 14 Conventions réglementées

14.1. Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société Associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance du Président dans le mois de sa conclusion lorsque la Société n'est pas dotée de Commissaires aux comptes et à la connaissance du Commissaire aux comptes dans le mois de sa conclusion lorsque la Société en est dotée.

14.2. Lorsque la Société n'est pas dotée de Commissaires aux comptes, le Président présente aux Associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues avec l'Associé unique (ou les Associés concernés en cas de pluralité d'Associés) au cours de l'exercice écoulé. Lorsque la Société est dotée de Commissaires aux comptes, le Commissaire aux comptes titulaire présente ce rapport. Les Associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Article 15 Commissaires aux comptes

15.1. La collectivité des Associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

15.2. Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des Associés qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

15.3. En outre, la nomination d'un Commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs Associés représentant au moins le dixième du capital.

15.4. Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les Associés.

Article 16 Représentation sociale

16.1. Les membres de la délégation du personnel du comité social et économique, s'il en existe un, exercent leurs droits prévus par les articles L.2312-72 et suivants du Code du travail auprès du Président.

16.2. Le comité social et économique doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les Associés.

16.3. Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité social et économique doivent être adressées par un représentant du comité au Président au siège social de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et doivent être accompagnées du texte des projets de résolutions. Elles doivent être reçues au siège social trois (3) jours au moins avant la date fixée pour la décision des Associés.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Article 17 Décisions collectives obligatoires

Sans préjudice des droits attachés aux Actions P, la collectivité des Associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

(a) la nomination et la révocation du Président ;

(b) la nomination et la révocation des Directeurs Généraux ;

(c) la nomination des commissaires aux comptes ;

(d) l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats ;

(e) l'approbation des conventions visées par les dispositions de l'article L.227-10 du Code de commerce figurant dans le rapport du Président ou du Commissaire aux comptes si la Société en est dotée ;

(f) la fixation de la rémunération du Président et/ou des Directeurs Généraux ;

(g) la vente des droits sociaux émis par Cooptalis ou toute autre entité du Groupe et détenus par la Société (hormis le cas où une telle vente résulte d'une obligation, et sans que cela soit limitatif, de l'Obligation de Sortie Conjointe) ;

(h) l'exercice de la faculté de substitution dans les conditions stipulées aux Articles 11.5, 11.6 et 11 .7 ;

(i) la souscription de tout emprunt d'un montant supérieur à 200.000 euros ;

(j) l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, ainsi que toutes émissions de valeurs mobilières, de droits ou de bons donnant droit immédiatement ou à terme à une fraction du capital ou des droits de vote de la Société ;

(k) toute opération de fusion ou de scission de la Société ou d'apport partiel d'actifs de la Société ;

(l) la transformation de la Société en une société d'une autre forme ;

(m) toute autre modification des présents statuts ;

(n) la dissolution de la Société, la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs.

Article 18 Forme des décisions collectives - Majorité - Quorum

18.1. Forme

Les décisions collectives résultent, au choix de l'auteur de la convocation, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par conférence téléphonique ou vidéoconférence, soit d'une consultation écrite ou électronique, soit de la signature par tous les Associés d'un acte unanime sous seing privé.

18.2. Présidence

Lorsqu'une assemblée générale est réunie ou qu'une consultation par conférence téléphonique ou vidéoconférence est organisée, celle-ci est présidée par le Président ou, en cas d'absence ou de refus de celui-ci, par un Associé choisi à la majorité simple par les Associés en début de séance. Lorsqu'une consultation par écrit ou électronique ou la signature d'un acte unanime est organisée, elle l'est par l'auteur de la convocation.

18.3. Majorité

Sans préjudice des droits attachés aux Actions P, les décisions collectives des Associés visées à l'Article 17 (a) à (i) sont adoptées à la majorité simple des droits de vote des Associés, présents ou représentés.

Sans préjudice des droits attachés aux Actions P, les décisions collectives des Associés visées à l'Article 17 (j) à (n) sont adoptées à la majorité de soixante-six pour cent (66)% des droits de vote des Associés, présents ou représentés.

CD

Par exception aux stipulations qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des Associés disposant du droit de vote :

(a) celles dont il est prévu par les dispositions légales qu'elles doivent être adoptées à l'unanimité ;

(b) les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des Associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

18.4. Quorum

La validité des décisions collectives est subordonnée à la participation (directe ou par l'intermédiaire de mandataire) aux délibérations ou, le cas échéant, à la consultation écrite, d'Associés possédant au moins, sur première convocation, cinquante pour cent (50%) des droits de vote.

Aucune condition de *quorum* n'est requise sur seconde convocation.

Article 19 Formes et délais de convocation

19.1. Initiative

L'initiative de consulter les Associés sur toute question de leur compétence appartient au Président et aux titulaires d'Actions P (le cas échéant à la Majorité des Titulaires d'Actions P) qui sont seuls compétents pour les convoquer.

19.2. Ordre du jour

Les Associés délibèrent sur l'ordre du jour fixé par l'auteur de la convocation.

Les Associés peuvent décider par une décision unanime, prise à tout moment, de délibérer sur des questions ne figurant pas à l'ordre du jour d'une consultation, à condition que tous les Associés soient présents ou aient donné un pouvoir visant cette possibilité.

19.3. Convocation

Les convocations ou l'envoi des documents en cas de consultation par écrit sont faits par lettre recommandée, par lettre remise en main propre contre décharge ou par voie électronique avec demande d'accusé de réception. Dans le cas d'une consultation par écrit ou électronique, le texte des résolutions est adressé à l'ensemble des Associés par l'auteur de la convocation.

Le délai entre la date de l'envoi de la convocation et la date de la consultation est au moins de trois (3) jours ; toutefois, ce délai peut être réduit ou supprimé avec l'accord de tous les Associés, lequel résulte notamment de la participation (le cas échéant pas le biais d'une mandataire) de tous les Associés à la consultation.

19.4. Commissaire aux comptes

Le Commissaire aux comptes est avisé de la consultation des Associés en même temps que les Associés et selon les mêmes formes, sous réserve de dispositions légales prévoyant la convocation par lettre recommandée.

Il est avisé de l'ordre du jour de la consultation des Associés et reçoit, sur sa demande, l'ensemble des informations destinées aux Associés conformément à la loi et aux statuts. Le Commissaire aux comptes peut communiquer aux Associés ses observations sur les questions mises à l'ordre du jour ou sur toute question de sa compétence, par écrit en cas de consultation écrite ou de décision par acte unanime. Le Commissaire aux comptes est convoqué à toutes les assemblées et est invité à participer aux consultations par conférence téléphonique ou vidéoconférence.

Article 20 Droit d'information des Associés

20.1. Rapports - Informations

Lors de toute consultation des Associés, chacun d'eux a le droit d'obtenir le texte des résolutions soumises à son approbation ainsi que les documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause sur le texte desdites résolutions et en particulier les rapports du Président, du Commissaire aux comptes ou de commissaires nommés spécialement à cet effet, dans les cas où la loi impose leur préparation.

20.2. Délais

Lorsque la loi n'impose aucun délai pour la présentation ou la mise à disposition d'un rapport, celui-ci est tenu à disposition des Associés à compter de la date de convocation. Dans tous les cas, les informations et documents auxquels les Associés ont droit dans le cadre de leur droit à l'information leur sont communiqués immédiatement sur première demande de leur part.

Article 21 Participation aux décisions collectives – Vote

21.1. Participation

Tout Associé a le droit de participer aux décisions collectives, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses Actions.

21.2. Représentation – Vote par correspondance

Tout Associé peut, à défaut de participer personnellement à toute décision collective, donner une procuration à un Associé, personne physique ou morale, sans préjudice du droit pour un Associé personne morale de désigner l'un de ses dirigeants ou salariés pour le représenter.

Tout Associé peut également adresser à la Société une formule de vote par correspondance indiquant, pour chaque résolution, le sens de son vote (positif ou négatif).

Le vote ou la procuration de l'Associé doit, pour être pris en compte, être parvenu à la Société par lettre simple, télécopie ou e-mail au plus tard deux heures avant l'heure prévue pour l'assemblée ou la conférence téléphonique ou la vidéo conférence. Tout vote ou procuration n'étant pas parvenu à cette date et à cette heure ne pourra pas être pris en compte, sous réserve des cas d'ajournement de la consultation.

21.3. Consultation par écrit

Dans le cas d'une consultation par écrit, les Associés signent le texte des résolutions qu'ils approuvent et les renvoient au Président. La date de la dernière résolution écrite et signée reçue permettant d'atteindre la majorité requise pour l'adoption de la résolution est considérée comme la date d'adoption de la résolution concernée. Au terme du délai de réponse fixé par l'auteur de la convocation, toute résolution n'ayant pas recueilli le nombre de votes requis sera considérée comme rejetée.

21.4. Emploi de moyens de transmission électronique

Pour l'ensemble des procédures relatives aux décisions collectives des Associés, la transmission des documents requis par les Statuts ainsi que l'expression de tout vote peut se faire valablement par tous moyens électroniques, sous réserve que les moyens utilisés à cette fin soient admis comme moyens de preuve conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 22 Procès-verbaux

22.1. Procès-verbal de l'assemblée

Le procès-verbal des délibérations de l'assemblée, établi par le président de séance, indique la date, l'heure et le lieu de réunion, l'ordre du jour, l'identité de la personne présidant l'assemblée, la liste des documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Il est également établi une feuille de présence signée par chaque Associé participant et par le président de séance.

22.2. Consultation par conférence téléphonique ou vidéo conférence

Toute consultation des Associés par conférence téléphonique ou vidéo fait l'objet d'un procès-verbal établi par le président de séance indiquant la date et l'heure de la conférence, l'ordre du jour, l'identité de la personne présidant la séance, le nom des Associés participants et la liste des documents et rapports soumis aux Associés, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Le président de séance établit et fait circuler une feuille de présence ou une attestation de participation qui doit être signée par chaque Associé participant et par le président de séance.

22.3. Consultation par écrit ou électronique

Toute consultation des Associés par écrit ou électronique fait l'objet d'un procès-verbal établi par le président de séance indiquant la date de la consultation, l'ordre du jour, l'identité de la personne ayant initié cette consultation, le mode d'envoi et la liste des documents adressés aux Associés, le texte des résolutions mises aux voix, la réponse ou l'abstention de chaque Associé et le résultat des votes.

22.4. Acte unanime

Toute décision des Associés résultant d'un acte unanime fait l'objet d'un acte sous seing privé établi en un exemplaire original et comportant le texte de la ou des décisions, sa date, la liste des documents ou rapports présentés préalablement aux Associés, l'identité de tous les Associés et la signature de chacun d'entre eux ou de son représentant. Un acte unanime peut également résulter de plusieurs exemplaires originaux d'un tel acte, signés séparément par chacun des Associés ou par son représentant et adressés à la Société.

22.5. Communication

Des copies des procès-verbaux de toute décision collective sont envoyées dans les meilleurs délais par le Président à tous les Associés en faisant la demande.

Article 23 Registre des décisions collectives

23.1. Contenu du registre

Les procès-verbaux des décisions collectives des Associés sont classés par ordre chronologique et conservés dans un registre spécial.

23.2. Signature des procès-verbaux

Les procès-verbaux des décisions d'Associés sont signés par le président de séance et par au moins un Associé. Dans le cas de l'acte unanime, l'acte est signé par l'ensemble des Associés.

23.3. Extraits

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux ou actes unanimes à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés par le Président.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DES RESULTATS

Article 24 Exercice social

24.1. L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

24.2. Par exception, le premier exercice social comprendra le temps écoulé à compter de la date d'immatriculation de la Société jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 25 Etablissement et approbation des comptes annuels

25.1. Les Associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si la Société en est dotée.

25.2. Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

Article 26 Affectation et répartition des résultats

26.1. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les Associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

26.2. La décision collective des Associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

TITRE VII

LIQUIDATION – DISSOLUTION - CONSTESTATION

Article 27 Dissolution - Liquidation de la Société

27.1. La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des Associés.

27.2. La décision collective des Associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

27.3. Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les Associés.

27.4. Les Associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

27.5. Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement des Actions.

27.6. Si toutes les Actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'Associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'Associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Article 28 Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les Associés ou entre un Associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

ANNEXE : DEFINITIONS

Actions	désigne les Actions O et les Actions P émises ou à émettre par la Société.
Actions O	a le sens défini à l'Article 7.2.
Actions P	a le sens défini à l'Article 7.2.
Article	désigne un article des présents statuts.
Assemblée Spéciale	a le sens défini à l'Article 10.2.2.
Associé	désigne tout titulaire d'Actions.
Autre Partie Contestataire	a le sens défini à l'Article 11.4.5.
Autres Parties	a le sens défini à l'Article 11.4.1.
Avis de Cession	a le sens défini à l'Article 11.4.1.
Bénéficiaire	a le sens défini à l'Article 11.8.
Candidat Acquéreur	a le sens défini à l'Article 11.4.1.
Cédant	a le sens défini à l'Article 11.4.1.
Cession	signifie tout transfert, en toute propriété, nue-propriété ou en usufruit sous quelque forme que ce soit, et notamment toute cession à titre onéreux ou gratuit, toute cession de gré à gré, adjudication, apport en société, apport partiel d'actif, fusion, scission, transmission universelle de patrimoine, liquidation de communauté ou de succession, donation ou échange, renonciation à un droit préférentiel de souscription ou suppression du droit préférentiel de souscription, ou toute cession à titre de garantie, résultant notamment de la réalisation d'un nantissement, la constitution d'un nantissement, ainsi que toutes promesses de procéder à de telles opérations et portant sur des Titres, par tout moyen, que ce soit par voie de vente, de fusion, d'échange, d'apport ou de donation ou autrement ; le terme « **Céder** » s'entend par référence avec la notion de Cession ainsi définie.
Cession Libre	a le sens défini à l'Article 11.3.
Changement de Contrôle	désigne l'hypothèse où, pour quelque raison que ce soit autre que le décès, le capital et les droits de vote d'un Associé personne morale ne serait plus directement détenu à plus de soixante-quinze pour cent (75%) par la personne physique qui dépassait ce seuil à la date à laquelle ladite personne morale est devenue Associé.

Contrôle	s'entend au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, que ce contrôle soit exercé directement ou indirectement, seul ou de concert, au sens de l'article L.233-10 dudit Code.
Droit de Sortie Conjointe Totale	a le sens défini à l'Article 11.5.
Groupe	a le sens défini à l'Article 3.
Levée de la Promesse	a le sens défini à l'Article 11.8.
Majorité des Titulaires d'Actions P	désigne le vote favorable ou le consentement écrit des Associés détenant plus de cinquante pour cent (50)% des Actions P.
Notification de Préemption	a le sens défini à l'Article 11.4.4.
Obligation de Sortie Conjointe	a le sens défini à l'Article 11.6.
Pacte Simplifié Cooptalis	désigne le pacte d'associés conclu entre la Société, les Associés Dirigeants, les Investisseurs et les Signataires (tels que ces termes y sont définis) en présence de Cooptalis tel qu'il pourra être ultérieurement modifié par tous avenants.
Période d'Incessibilité	a le sens défini à l'Article 11.2.
Préempteurs de Premier Rang	a le sens défini à l'Article 11.4.5.
Préempteurs de Second Rang	a le sens défini à l'Article 11.4.5.
Promesse	désigne la promesse telle que définie à l'Article 11.8 et les promesses de vente conclues entre certains Associés titulaires d'Actions O en qualité de promettants et l'Associé titulaire d'Actions P en qualité de bénéficiaire, en présence de la Société.
Promettant	a le sens défini à l'Article 11.8.
Société	a le sens défini dans les comparutions des présentes.
Sûreté	désigne toute sûreté, conventionnelle ou judiciaire, réelle ou personnelle, à savoir tout nantissement, gage, privilège, servitude, hypothèque, caution, aval, garantie ou tout autre droit ayant pour objet de grever un ou des biens, droits ou revenus, présents ou à venir.

Titre(s)	signifie (i) les Actions et (ii) (a) toute autre valeur mobilière, donnant droit, immédiatement ou à terme, notamment, et sans que cette liste soit limitative, par voie de conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou de quelque manière que ce soit, à une quotité du capital social et/ou des droits de vote de la Société, ainsi que (b) tout droit d'attribution, de souscription ou de priorité portant sur l'une quelconque de ces valeurs mobilières (en ce compris tout bon de souscription d'actions et tout droit de se voir attribuer immédiatement ou à terme des actions gratuites).
Titres Cédés	a le sens défini à l'Article 11.4.1.
Transfert Complexe	a le sens défini à l'Article 11.4.2.
Valeur Retenue	a le sens défini à l'Article 11.4.2.